

Consultations avec les Parlementaires de la Commission des affaires de la Femme, de la Famille, de l'Enfance, de la Jeunesse et des personnes âgées
Sur le Diagnostic Systématique Pays (DSP) et la Stratégie du Groupe Banque mondiale en matière de genre et d'égalité des sexes

Au Bardo
03 juin 2015

Liste des Participants:

Parlementaires: Jouini Jamila, Députée ; Leïla Zahaf, Députée ; Radhia Toumi, Députée ; Zoghliami Yamina ; Députée ; Sana Salhi, Députée ; Leila Oueslati Bousalah; Députée et Mme Bochra Belhaj Hmida Députée (Présidente de la Commission des droits, des libertés et des relations extérieures).

Groupe Banque mondiale: [Marie-Françoise Marie-Nelly](#), Directrice pour le Maghreb; [Caren Grown](#), Directrice Principale du Pôle Genre (auteur de la Stratégie en matière de Genre et d'égalité des sexes); [Eileen Murray](#), Chef de Pays; Joelle Businger, Coordinatrice des Programmes pour le Maghreb ; [Fabrice Houdart](#), Chargé de Projets Principal et Cristina Otano Jimenez, Chargée de communication pour le pôle genre.

Compte-rendu de la réunion:

Contexte

1. Le Groupe de la Banque mondiale élabore actuellement une **nouvelle stratégie en matière de genre et d'égalité des sexes**, qui devrait être finalisée et examinée par son Conseil des administrateurs à la fin de l'année 2015. Le processus d'élaboration de cette stratégie inclut une [série de consultations auprès des parties prenantes](#) au cours du Printemps/été 2015.
2. A l'occasion de la première visite de la nouvelle directrice pour le Maghreb de la Banque mondiale, Madame Marie-Françoise Marie-Nelly et de la Directrice principale du Pôle Genre, Madame Caren Grown; le Groupe Banque mondiale a organisé une consultation le 3 juin 2015 de 2 :30 à 4 :30 p.m. auprès des **membres de la Commission des affaires de la Femme, de la Famille, de l'Enfance, de la Jeunesse et des personnes âgées du parlement tunisien**.
3. Cette réunion – menée principalement en langue Arabe - a permis à la Banque de recueillir la vision et les suggestions des parlementaires pour la Stratégie en **matière de genre et d'égalité des sexes** ainsi que de recueillir les questions des parlementaires et leur demande d'appui.

Résumé des discussions

4. Les parlementaires ont exprimé leur désir de voir la discussion sur l'égalité des sexes passer **de la rhétorique à l'action** et aux résultats ainsi que d'obtenir des recommandations concrètes de la Banque mondiale sur les meilleures pratiques dans des pays ayant un profil genre similaire à celui de la Tunisie. Les parlementaires ont demandé à la Banque mondiale de reconnaître le rôle important que les femmes tunisiennes ont joué dans l'évolution politique de la Tunisie et le fait qu'elles méritent de ce fait « *un regard attentif* » de la part Banque mondiale. Elles ont noté le **contexte législatif historiquement favorable aux femmes** ainsi que les efforts des femmes pour la préservation de ces droits dans la Constitution mais les difficultés dans la mise en œuvre de ces lois et de la mise à disposition des ressources nécessaires particulièrement dans les zones rurales.

Dans le monde du travail, elles ont cité des problèmes d'accès aux emplois à responsabilité mais aussi des lacunes en compétences requises des femmes.

Réaction à la stratégie en matière de genre et d'égalité des sexes,

5. **Appui politique.** Les membres de la Commission ont regretté l'absence d'hommes dans la commission sur le Genre du Parlement qui illustre un besoin d'une meilleure prise de conscience de la problématique par les politiciens.
6. **Chômage des femmes et protection sociale.** Les participantes ont mentionné que les femmes en Tunisie ont 50% moins de chances d'obtenir un emploi qu'un homme à l'issue de leurs études supérieures. Elles ont aussi indiqué les difficultés spécifiques des **veuves et des femmes divorcées** à pourvoir aux besoins de leurs familles et à assurer le respect de leurs droits. Elles ont mentionné le fait que les femmes divorcées sans enfants ne se voient pas octroyer par la loi un appui financier. De manière plus générale, elles ont mentionné l'insuffisance des protections sociales pour les femmes vulnérables.
7. **Violences contre les femmes.** Les participantes ont mentionné leur prise de conscience de l'amplitude du problème de la violence contre les femmes en Tunisie citant une figure de 45% des femmes ayant subies des violences. Elles ont suggéré l'importance d'étudier le **coût de la violence** contre les femmes pour la société en parallèle à l'atteinte à la dignité des femmes. Par ailleurs, elles ont indiqué avoir mentionné à la Ministre de la Femme, Samira Merai, la nécessité de mener une campagne contre la violence faite aux femmes.
8. Les participantes ont **cité les difficultés des femmes à atteindre les positions de responsabilité** dans les domaines publics et privés. Elles ont suggéré la possibilité d'un projet donnant aux femmes les compétences nécessaires pour accéder à ces postes à responsabilité.
9. **Aspects psychologiques.** Les parlementaires ont cité les difficultés psychologiques des femmes tunisiennes dans les villes et les zones rurales suggérant des taux de dépression importants et un sentiment de vulnérabilité. Elles ont identifié un besoin pour un appui psycho-social aux femmes.
10. **Transport, logement et accès aux services des femmes rurales.** Les parlementaires ont mentionné les difficultés spécifiques des femmes rurales d'accès au transport, d'accès au logement et plus généralement aux services.
11. **Problématique de la garde d'enfant.** Les membres de la Commission ont relevé les insuffisances, en termes de couverture et de coût, des options de garde d'enfant en Tunisie : un frein aux études, au travail et à l'indépendance des femmes.
12. **Appui de la Banque mondiale.** L'équipe de la Banque mondiale, à la requête des parlementaires, a résumé son appui aux femmes à travers son **portefeuille actuel** en Tunisie : des formations en entrepreneuriat ; un accès préférentiel au financement à travers les lignes de crédit; un rôle dans la sélection des projets communautaires ou de développement municipal. L'équipe a rappelé l'existence d'indicateurs spécifiques dans les projets de la Banque pour mesurer leur impact sur les femmes. Enfin l'équipe a mentionné les innovations de la Banque mondiale dans le domaine du genre et de l'égalité des sexes d'autres parts du monde (Mexico, Brésil et Chine) et d'autres secteurs (e.g. ICT, garde d'enfants).

Consultations avec commission des finances à l'ARP
Sur le Diagnostic Systématique Pays (DSP)
Au Bardo
03 juin 2015

Liste des Participants:

Membres de la Commission des Finances: Mongi Rahoui, Député (Président de la Commission des Finances) ; Mohsen Hassen, Député (Président du Groupe Parlementaire UPL, Vice-Président de la Commission des Finances) ; Olfa Soukri Cherif, Députée (Rapporteur de la Commission des Finances) ; Hedi Ben Braham, Député (Aide Rapporteur de la Commission des Finances) Kebaier Hayet, Député ; Chekib Bani, Député ; Myriam Boujbel, Députée ; Mongi Harbaoui, Député ; Fadhel Ben Omran, Député (Président du groupe Parlementaire, Nida Tounes) ; Bounenni Housseem, Député ; Mohamed Ben Salem, Député ; Osama Al Saghir, Député ; Samy Fatnassi, Député.

Groupe Banque mondiale: [Marie-Françoise Marie-Nelly](#), Directrice pour le Maghreb; [Eileen Murray](#), Chef de Pays (basée à Tunis); Joelle Businger, Coordinatrice des Programmes pour le Maghreb ; Jean-Luc Bernasconi, Economiste Principal (basé à Tunis); Daniela Marotta, Economiste (auteur principale du DSP); [Fabrice Houdart](#), Chargé de Projets Principal pour le Maghreb.

Compte-rendu de la réunion:

Contexte

1. Dans le contexte de son appui à la Tunisie, le Groupe Banque mondiale est en train de finaliser un [Diagnostic Systématique Pays \(DSP\)](#) qui vise à informer sa stratégie d'appui à l'économie Tunisienne 2016-20 afin d'atteindre son double objectif d'éliminer la pauvreté extrême et de promouvoir une prospérité mieux partagée.
2. A l'occasion de la première visite de la nouvelle directrice pour le Maghreb de la Banque mondiale basée au Maroc, Madame Marie-Françoise Marie-Nelly, le Groupe Banque mondiale a organisé une consultation auprès des **membres de la Commission de Finance du Parlement Tunisien**.
3. Cette consultation a permis à la Banque de recueillir la vision et les priorités des parlementaires sur l'analyse des obstacles à la croissance pour orienter l'analyse de la Banque mondiale. Elle a aussi permis à la Banque d'entendre les attentes des parlementaires sur leurs relations avec l'institution.

Résumé des discussions

4. **Relations Parlement/Banque mondiale.** Les parlementaires ont rappelé que si l'Exécutif est la contrepartie de la Banque mondiale, les députés doivent être un interlocuteur important dans la mesure où ils votent les lois. Ils ont demandé plus de communication **avec** la Banque mondiale et **par** la Banque mondiale. Ils ont aussi encouragé la Banque à être plus respectueuse du rythme adapté aux besoins de la Tunisie. Ils ont aussi rappelé l'importance de respecter la souveraineté tunisienne et pour les institutions internationales de ne pas imposer des réformes, tels que la loi sur le PPP, comme au temps des ajustements structurels. Ils ont mentionné la fierté nationale dans la transition politique mais leurs inquiétudes liées aux tensions sociales (les grèves dans le domaine publique ont été multipliées par quatre depuis l'année précédente) et à la fragilité de l'équilibre politique et leurs attentes que la Banque mondiale apporte un appui technique dans la définition des politiques économiques. Enfin les députés et la Banque ont discuté du niveau des

ressources apportés à la Tunisie, par rapport à d'autres pays du monde, et des moyens de lever des ressources additionnelles en utilisant l'appui de la Banque mondiale. La Banque mondiale a demandé l'appui des députés pour **s'assurer que les projets décaissent** après leur approbation par le Conseil de la Banque.

5. La réunion a aussi discuté du **problème du chômage**. Les parlementaires ont indiqué l'importance d'apporter une réponse sectorielle. Ils ont mentionné les manquements du « *code d'investissement* » et la limite des textes par rapport à une réponse sectorielle. Certains participants ont souligné leur accord avec la priorité accordée dans le DSP à l'assainissement du climat des affaires qui fait de la Tunisie un pays non attractif pour l'investissement privé. La Banque mondiale a rappelé que le problème de l'emploi est triple : *offre, demande* et *élasticité*.
13. Analyse des **atouts de l'économie tunisienne**. Les députés ont regretté que l'analyse n'indique pas quels seront les « *fers de lance* » de l'économie Tunisienne. Ils ont demandé un appui pour identifier le « *nouveau modèle de développement* » tunisien. Quels sont les secteurs à appuyer pour à la fois supporter la croissance et créer de l'emploi ? La Banque mondiale a mentionné les risques liés à « *choisir des gagnants* » sur la base de l'expérience internationale mais son accord sur l'importance d'analyser les contraintes dans les secteurs à haute valeur ajoutée.
14. L'équipe de la Banque mondiale a noté les craintes des députés par rapport au projet de **loi sur les PPPs**. Elle a indiqué que la Banque n'avait pas poussé cette loi spécifique mais qu'elle croit à l'importance d'avoir un cadre législatif autorisant ces partenariats lorsqu'ils ont un potentiel de créer des économies pour la Tunisie, d'assurer une meilleure efficacité et qualité.
15. **Administration Centrale et Locale**. Les parlementaires ont rappelé l'importance de la **décentralisation** dans la lutte contre la pauvreté. Les députés ont rappelé que l'administration publique n'est pas uniquement un problème, qu'elle présente aussi des forces à protéger, mais que des changements sont nécessaires pour le succès des réformes. Les députés ont noté les blocages bureaucratiques et procéduriers qui influencent négativement l'investissement. La décentralisation présente des opportunités pour une modernisation de l'administration mais aussi pour une efficacité et une meilleure qualité dans les services. La Banque mondiale a indiqué qu'elle est disposée à apporter son appui dans ce domaine.
16. Les thèmes de **l'équité fiscale**, de la pauvreté par opposition à **la vulnérabilité**, de la problématique du **déficit énergétique**, de **l'accès au crédit** et de **l'importance de l'Agriculture** ont aussi été abordés par les députés. Sur l'agriculture en particulier, l'équipe de la Banque mondiale a reconnu son potentiel pour la réduction de la pauvreté tout en mentionnant les lacunes et effets pervers de certaines politiques de subvention de l'Agriculture. En ce qui concerne la pauvreté, la Banque mondiale a indiqué qu'elle met en œuvre une analyse qui sera complétée avant la fin 2015.
17. Les parlementaires ont suggéré que le **dialogue social** doit aborder la problématique de la productivité et prôner le « *retour au travail* ». Sans cet élan des travailleurs tunisiens, certains participants pensent qu'il sera difficile de créer le taux de croissance nécessaire pour créer de l'emploi.

Consultations avec la [Tunis Business School](#)
Sur le Diagnostic Systématique Pays (DSP) et la Stratégie du Groupe Banque mondiale en matière de genre et d'égalité des sexes
A la [Tunis Business School](#)
03 juin 2015

Liste des Participants:

Tunis Business School: Docteur Salah Benabdallah (Doyen de TBS) ; Jawida Ben Afia (Inspecteur général au Centre National des Technologies en Education(; ainsi que les enseignants et étudiants Amel Ben Yaghlane ; Dr Naceur Azaiez ;Imen Chemengui ; Olfa Tebini ; Fatma Ayari ;Mouna Seddik ; Smai Imene et Ines Ghalieb)Tunisian American Young Professionals).

Groupe Banque mondiale: [Marie-Françoise Marie-Nelly](#), Directrice pour le Maghreb; [Caren Grown](#), Directrice Principale du Pôle Genre (auteur de la Stratégie en matière de Genre et d'égalité des sexes); [Eileen Murray](#), Chef de Pays; Joelle Businger, Coordinatrice des Programmes pour le Maghreb ; Jean-Luc Bernasconi, Economiste Principal; Daniela Marotta, Economiste (auteur du DSP); [Fabrice Houdart](#), Chargé de Projets Principal ; Cristina Otano Jimenez, Chargée de communication ; et Sadok Ayari, Chargé de communication basé à Tunis.

Compte-rendu de la réunion:

Contexte

1. Dans le contexte de son appui à la Tunisie, le Groupe Banque mondiale est en train de finaliser un [Diagnostic Systématique Pays \(DSP\)](#) qui vise à informer sa stratégie d'appui à l'économie Tunisienne 2016-2020 afin d'atteindre le double objectif d'éliminer la pauvreté extrême et de promouvoir une prospérité mieux partagée. Par ailleurs, le Groupe de la Banque mondiale élabore actuellement une **nouvelle stratégie en matière de genre et d'égalité des sexes**, qui devrait être finalisée et examinée par son Conseil des administrateurs à la fin de l'année 2015. Le processus d'élaboration de cette stratégie inclut une [série de consultations auprès des parties prenantes](#) à travers le monde de mi-avril à mi-juillet 2015.
2. A l'occasion de la première visite de la nouvelle directrice pour le Maghreb de la Banque mondiale, Madame Marie-Françoise Marie-Nelly et de la Directrice principale du Pôle Genre, Madame Caren Grown; le Groupe Banque mondiale a organisé une consultation auprès des **enseignants de la Tunis Business School**. Cet établissement vise la formation de cadres de haut niveau, spécialisés dans les affaires et capables de travailler aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale, et de répondre aux impératifs d'une économie mondialisée ainsi qu'aux exigences liées aux nouveaux métiers. La « *Tunis Business School* » dispense une formation – en Anglais - qui mène au diplôme du "*bachelor of business administration*" (équivalent de la licence).
3. Cette consultation a permis à la Banque de recueillir la vision et les priorités de représentants étudiants et académiques sur l'analyse des obstacles à la croissance pour orienter l'analyse de la Banque mondiale ainsi que d'écouter leurs suggestions pour la Stratégie en **matière de genre et d'égalité des sexes**.

Résumé des discussions

4. La réunion a dégagé la nécessité d'analyser les paramètres de l'inégalité entre les sexes face au chômage aux **dépens des femmes diplômées du supérieur** qui sont majoritaires sur les bancs de l'université et minoritaires dans l'emploi. La perception des participants est qu'il s'agit d'un problème majoritairement de « **Chômage volontaire** », de politiques publiques inadaptées (e.g. garde d'enfant) mais aussi de discrimination dans l'entreprise (e.g. conditions de travail, préférence pour les hommes pour les postes à responsabilité) et de conditions de travail (y compris le harcèlement sexuel).
5. En ce qui concerne le **DSP**, les participants ont demandé des clarifications sur la qualité des données utilisées pour analyser la pauvreté en Tunisie et ont noté l'absence d'enquête récente. Par ailleurs les participants ont noté l'importance de développer des **solutions à court-terme** pour répondre aux attentes de la population tunisienne. Les participants ont mentionné l'importance de créer une culture d'entrepreneuriat ce qui requerra aussi un système bancaire adapté et des formations adaptées. La réunion a aussi fait ressortir l'importance d'un enseignement qui fournit des compétences en Anglais et des qualités de dirigeant aux étudiants.

Réaction à la stratégie en matière de genre et d'égalité des sexes,

18. Les participants ont indiqué initialement leur impression que **dans l'enseignement supérieur**, la problématique est au contraire que **la femme est plus présente que l'homme** (dans certaines classes à TBS, il n'y a que 3 hommes dans des classes de 28 élèves), réussit mieux que lui et est recrutée, approximativement, autant que lui. Ce constat est encore plus prononcé dans des secteurs tels que la Santé. Toutefois, les participants ont relevé l'importance du harcèlement sexuel dans le milieu professionnel et universitaire. Les participants se sont aussi accordés sur l'amplitude d'un « **chômage volontaire** » chez les femmes dû à leur rôle par rapport aux enfants et aux personnes âgées ou dépendantes vivant avec leur famille ainsi que leur conjoint.
19. L'équipe de la Banque mondiale a clarifié que le [taux de participation \(secteur formel\) à la population active des femmes](#) (% de la population féminine âgée de 15 ans et plus) en Tunisie se situe à 25%, l'un des taux les plus faibles au monde. Elle a par ailleurs confirmé qu'un obstacle à l'égalité des sexes est le rôle traditionnel de la femme dans la société tunisienne.

Réactions au Diagnostic Systématique Pays

20. Les participants ont discuté du **rôle de l'inclusion des femmes dans la réduction de la pauvreté**. L'équipe de la Banque mondiale a relevé que l'inclusion des femmes n'est qu'un des canaux dans le menu des instruments pour adresser le problème de la pauvreté et du partage des fruits de la prospérité mais c'est un canal avec un potentiel important pour la Tunisie.
21. La réunion a aussi discuté du rôle de **la formation, du modèle d'enseignement et des opportunités pour les jeunes en Tunisie**. Les responsables de la TBS ont présenté leur concept de 'Smart Center' dans le cadre du partenariat TACC- PNB NAPEO Tunisie. Le Smart Center permet de développer chez les jeunes l'esprit de l'entrepreneuriat avec le concours des multinationales américaines dans l'objectif de créer les ponts entre le monde universitaire et celui du travail. Ils ont indiqué leur vue que l'entrepreneuriat est avant tout une culture et que la TBS souhaite préparer cette transition en œuvrant à la création de nouvelles générations de jeunes porteurs de projets. Par ailleurs, les participants ont noté l'importance de l'enseignement en Anglais et les compétences informatiques pour répondre aux besoins de l'économie. Enfin la discussion a porté sur la **revalorisation des filières techniques**.

22. **Accès aux ressources financières pour les entrepreneurs.** Toutefois les participants ont noté que promouvoir l'entrepreneuriat ne sera pas suffisant si le renforcement du système bancaire (création de banques dédiées à la PME et aux micro-crédits, instauration d'un nouveau système de garantie) n'a pas lieu.
 23. Finalement les participants ont indiqué **l'importance de la sécurité et de la paix sociale pour la croissance économique.** L'équipe de la Banque a présenté les objectifs de la Stratégie régionale de la Banque mondiale pour le Moyen Orient et l'Afrique du Nord dans ce domaine et la manière dont ils s'appliquent à la Tunisie.
-

**Compte-rendu de la réunion avec le secteur privé
sur le Diagnostic Systématique Pays (DSP)
et la Stratégie du Groupe Banque mondiale en matière de Genre
Siège du Groupe à Tunis, 02 juin 2015**

Liste des Participants:

Secteur privé: Baccar Ben Khalifa, Directeur Général, Mateba; Zouhaier Ben Khelifa, Conseiller Senior One Tech Holding; Houssin Mouelhi, Directeur Général, Banque Tuniso-Koweitienne (BTK); Ghazi Darghouth, Président Directeur Général, Institut des Métiers de Santé; Sara Masmoudi, Directrice Générale, Teriak; Raouf Mhenni, Directeur Exécutif, Sopra HR; Fadhel Abdelkefi, Directeur Général, Tunisie Valeurs; Merieim Belajouza, Avocat, Cabinet Donia Hedda-Ellouze; Elyes Jeribi, Directeur Général Linkao ; Radhi Meddeb ; Directeur général de l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED).

Groupe Banque mondiale: Marie-Françoise Marie-Nelly, Directrice pour le Maghreb; Caren Grown, Directrice Principale pour le Genre (auteur de la Stratégie en matière de Genre); Eileen Murray, Chef de Pays; Jean-Luc Bernasconi, Economiste Principal; Daniela Marotta, Economiste (auteur du DSP); Jade Salhab, Consultant; Antoine Courcelle-Labrousse, Représentant Résident, SFI; Mohamed El Shiaty, Chargé des Opérations; Fabrice Houdart, Chargé de Programmes Principal ; Cristina Otano Jimenez, Chargée de communication.

Compte-rendu de la réunion:

Contexte

1. Dans le contexte de son appui à la Tunisie, le Groupe Banque mondiale est en train de finaliser un **Diagnostic Systématique Pays (DSP)** qui vise à informer sa stratégie d'appui à l'économie Tunisienne. Par ailleurs, le Groupe est en train de développer sa **nouvelle Stratégie en matière de Genre** qui sera présentée à son Conseil d'Administration afin la fin décembre 2015.
2. Dans ce cadre et à l'occasion de la première visite de la nouvelle directrice pour le Maghreb de la Banque mondiale, Madame Marie-Françoise Marie-Nelly, le Groupe Banque mondiale a organisé une consultation du secteur privé afin de recueillir leurs priorités et leurs apports en termes de pistes de relance économique ; leurs réactions à l'analyse et aux conclusions du DSP et enfin leurs réactions au concept de la nouvelle Stratégie en matière de Genre ainsi que leurs initiatives dans ce domaine.

3. Plusieurs **hauts responsables du secteur privé**, d'une grande diversité sectorielle, ont répondu à cet appel en assistant à une réunion au siège de la Banque mondiale le 02 Juin 2015 (voir *Liste des Participants*) de 5 :30 à 8 p.m.
4. Cette réunion a permis à la Banque de recueillir la vision et les priorités des représentants du secteur privé des obstacles à la croissance pour orienter l'analyse de la Banque mondiale ainsi que d'écouter leurs suggestions pour la Stratégie du Groupe Banque mondiale en matière de Genre.

Résumé des discussions

5. La réunion a dégagé la perception du Secteur Privé des obstacles à la relance de l'économie (voir section ci-dessous) et d'avoir une liste plus détaillée des obstacles sectoriels précis. Ce qui en ressort globalement est l'importance des **carences en ressources humaines** et des compétences, la **dégradation de l'administration publique**, les **problèmes fiscaux** et la mauvaise **qualité des conseils reçus** par les autorités qui pèsent sur le monde de l'entreprise. Par ailleurs, elle a fait ressortir le sentiment des participants que **l'égalité entre les sexes dans le secteur privé** a progressé de manière significative mais que les disparités sectorielles et régionales restent importantes.

Réaction à la stratégie de Genre

6. Le Secteur Privé était étonné du constat, perçu comme négatif sur la base du taux de participation féminine dans le secteur formel, de la **place de la femme dans l'économie Tunisienne**. Les participants ont discuté au contraire des expériences très positives dans leurs entreprises respectives avec des taux de participation féminine, y compris parmi les gestionnaires, très élevés. Certains ont toutefois relevé les grandes disparités entre le Grand Tunis par exemple et l'expérience dans le milieu rural. De même, ils ont indiqué les différences sectorielles (e.g. le secteur textile à fort taux de participation féminine, le domaine de la Santé). Enfin certains ont admis le réflexe pour les postes à responsabilité de privilégier l'homme tout en notant qu'au recrutement les femmes prédominent.

Obstacles à la relance de l'économie Tunisienne

7. **Compétences générales du capital humain.** Les participants ont indiqué les **carences du capital humain** particulièrement en qualités managériales, de « *leadership* » et vision ainsi que la pénurie de professionnels des Ressources Humaines capables de gérer ce capital (e.g. gestion de talent). Les dirigeants Tunisiens sont perçus comme ayant des lacunes en connaissance et de compétences générales pour assurer la pérennité des entreprises créées. Par ailleurs, certains participants ont mentionné le manque de « *middle managers* » et la difficulté de faire venir des étrangers pour combler ce manque. Enfin, les représentants du secteur privé ont indiqué être constamment à la recherche de compétences.
8. **Formation, enseignement et opportunités pour les jeunes.** De même, les participants ont indiqué leur étonnement face au **constat du DSP qu'il existe un « réservoir de ressources qualifiées » en Tunisie**. Ils ont suggéré au contraire que les compétences recherchées ne sont pas présentes particulièrement chez les jeunes. Ils ont indiqué la nécessité de lancer un débat national sur la

réforme de l'enseignement – par opposition à la réflexion en « *vase clos* » en cours - et instaurer une stratégie cohérente pour le système d'éducation et surtout pour l'enseignement supérieur. Par ailleurs, les participants ont suggéré d'encourager la formation des centres professionnels et techniques, en impliquant d'avantage le secteur privé dans la mise en place des programmes, plutôt que les formations sans horizon d'embauche. Enfin, des participants ont mentionné l'absence de prêts étudiants en Tunisie.

9. Les **limites de l'administration publique et du Gouvernement**. Les participants ont indiqué la dégradation dramatique des compétences dans l'administration publique (exemple ingénieurs au Ministère des Travaux Publics). L'investissement public n'est pas à la hauteur en termes d'amplitude, de réflexion et d'études. Les représentants du secteur privé ont appelé à une réforme de la fonction publique indiquant les poids des 650,000 fonctionnaires sur le budget national au détriment de l'investissement. Par ailleurs, les participants ont pointé du doigt le symbole de la taille du cabinet de 40 Ministres (qui cumule Ministre de la Santé et Ministre des Affaires Sociales). Ils ont finalement condamné des absences de vision, de stratégie et de courage politique qui mènent à l'immobilisme ou à des lois proposées qui sont des « **réformettes** » **précipitées à l'injonction du FMI ou de la Banque mondiale**. Ils ont aussi discuté le fait que les Gouvernements successifs sont toujours dans l'urgence afin de répondre aux demandes des partenaires au développement. Moderniser l'Etat et sa gouvernance constituent une priorité pour la Tunisie. La réunion s'est accordée sur le besoin de définir 5 priorités dans la modernisation de l'administration.
10. L'analyse politique des **perdants des réformes**. Les participants ont indiqué les difficultés de faire passer des réformes quand les gagnants sont mal organisés alors que les perdants sont au contraire bien connectés. Ils ont mentionné l'importance de faire un travail de fonds sur l'économie politique des réformes. Les participants se sont accordés sur la nécessité de trouver des moyens de donner le pouvoir au Gouvernement de trancher et de trouver des solutions *win-win* avec les partenaires sociaux tels que l'UGTT .
11. Les **mesures fiscales**. Le barème d'imposition est resté identique malgré la dégradation du pouvoir d'achat. **Moderniser et réformer la fiscalité tunisienne pour plus de justice et d'équité** afin de prévenir la fraude est nécessaire. En effet, la sous-déclaration est importante et les inégalités sectorielles face à l'impôt sont décourageantes. Par ailleurs, le manque de moyen de l'administration fiscale est importante donc les contrôles fiscaux sont inefficaces, longs et ne mènent pas à plus de recouvrements.

Limites générales de l'analyse DSP

12. Les participants ont indiqué leur point de vue que l'analyse DSP ne s'est pas suffisamment concentrée sur le secteur informel. Par ailleurs, ils ont trouvé que l'analyse de l'agriculture (qui représente tout de même 12% du PIB, 18% de l'emploi). et des **contraintes foncières** ne sont pas suffisamment développées.

Pour plus d'information sur le Web :

- Banque mondiale en Tunisie : <http://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia>
- Rapports de la Banque mondiale sur la Tunisie : <http://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia/research>

- Stratégie en matière de genre et d'égalité des sexes (2015):
<https://consultations.worldbank.org/fr/consultation/nouvelle-strategie-du-groupe-banque-mondiale-genre-legalite-sexes-consultations>
- Le Diagnostic-pays systématique (2015) :
<http://www.banquemonde.org/fr/country/tunisia/publication/tunisia-systematic-country-diagnostic-2015>